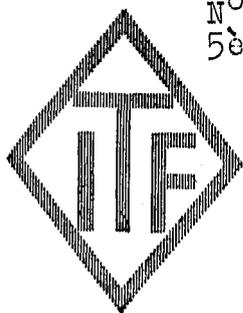


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N°12  
5ème année

Amsterdam, le 12 juin 1937.



Où se trouve Hans  
Wiechmann?-----

(I.T.F.) Depuis l'instauration du régime nazi à Dantzig des choses graves se passent sous les yeux mêmes

du Commissaire de la Société des Nations. Une fois que le Sénat dantzigois eut constaté que la Pologne ne s'inquiète que du sort de ses propres ressortissants et que la Commission des trois ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, France et Suède, s'abstient d'intervenir, une véritable bataille a été organisée contre les syndicalistes, les socialistes et les militants du Centre catholique.

Lors des dernières élections les Nazis n'ont, malgré le terreur, pas obtenu la majorité espérée des deux tiers des sièges dont ils avaient besoin pour pouvoir officiellement abroger les libertés civiques--depuis longtemps supprimées dans la pratique--prévues par la Constitution de Dantzig. C'est pourquoi quelques députés de l'opposition furent contraints de renoncer à leur mandats. d'autres poussés à émigrer à l'étranger; des Nazis leur succédèrent. Quelques députés se laissèrent amener à adhérer au groupe nazi au Sénat.

Le cheminot Hans Wiechmann ne céda pas devant la force; Il continua à se considérer représentant du parti socialiste comme candidat duquel il avait été élu. On le tracassa, on le terrorisa, on l'arrêta. Depuis le 25 mai il a disparu. Il avait une fois de plus été arrêté, ensuite relâché peu de temps plus tard--. Depuis, on ne l'a plus revu. A-t-il été entraîné par la force dans le Troisième Reich? Est-il tombé victime d'assassins?

Le syndicalisme sincère de Wiechmann offusquait les Nazis. En 1933, immédiatement après la dissolution des syndicats libres allemands à Dantzig, il avait constitué le "Syndicat des cheminots et employés du port de Dantzig" qui adhéra à la Fédération internationale des ouvriers du transport. Ce syndicat a aussi été anéanti. par les Nazis; ses permanents ont été persécutés. A présent Hans Wiechmann a disparu!

L'I.T.F. et l'organisation des cheminots polonais sont immédiatement intervenues mais elles n'ont pas pu jusqu'ici s'assurer du sort échu à Wiechmann. Elles poursuivent leurs démarches et comptent sur un appui efficace de la part des toutes les organisations progressistes. Une attitude énergique des puissances dont le rôle est décisif pourra peut-être sauver la vie de Hans Wiechmann et avec lui de centaines d'autres travailleurs!

le 7 juin 1937

Le Front allemand du travail peste contre les ouvriers français. (I.T.F.) Dans l'industrie de guerre allemande les ouvriers sont contraints à faire d'innombrables heures supplémentaires. Sauf les cas où une pénurie de matières premières entraîne par hasard une interruption de la production, ils ne rentrent chez eux que tout juste pour manger et dormir. Aussi n'est-il pas étonnant que dans l'industrie de guerre précisément, les conversations reviennent tous les jours à la semaine de 40 heures avec augmentation des salaires, que les ouvriers français ont réussi à conquérir et qu'on entend revendiquer une mesure analogue.

Des conversations de ce genre sont fréquentes parmi les femmes aussi.

On comprendra donc que le Front allemand du travail cherche à dépeindre la France en des couleurs aussi sombres que possible. Le rédacteur en chef du "Ruhrarbeiter", l'organe du Front allemand du travail pour l'Allemagne occidentale, expose, effronté, aux femmes allemandes comment la réduction des heures de travail entraîne l'ivrognerie. Il écrit: "La réduction des heures de travail ainsi que les grèves poussent les esprits politiques parmi les ouvriers plus spécialement à se réunir fréquemment au bistro. Là, ils boivent l'argent gagné pour rentrer le soir chez eux ayant conscience d'être de mauvais pères de famille". L'auteur prétend avoir puisé ces renseignements à un entretien avec un ouvrier français. (Der Ruhrarbeiter, 2ème numéro de juin 1937).

Les travailleurs allemands ne seront guère impressionnés par ces invectives.

Les petits cadeaux. (I.T.F.) La dictature hitlérienne a donné l'instruction à l'Association allemande de l'industrie automobile d'offrir au chef du parti nazi dans les régions de langue allemande de la République tchécoslovaque, l'ancien professeur de gymnastique Konrad Henlein, ainsi qu'au chef de l'organisation semi-reconnue des nazis autrichiens, le capitaine Joseph Leopold une luxueuse auto équipée de T.S.F. Les deux respectables personnages se vantent du "petit cadeau". Dans une déclaration envoyée par son avocat au "Linzer Volksblatt" le Nazi autrichien assure que ses "amis" ne lui ont pas seulement offert une voiture flambant neuve mais qu'ils lui paient par dessus le marché les frais de carburant et le salaire du chauffeur.

Ces automobiles équipées de T.S.F. que le parti hitlérien a fait offrir aux chefs des partis qu'il subventionne sont des voitures de grand luxe. Dans une déclaration envoyée au "Rote Fahne" de Prague, Konrad Henlein a reconnu que 64.000 couronnes tchécoslovaques (environ 50.000 francs frs) de droits d'entrée avaient dû être payées pour sa voiture; l'Association de l'industrie allemande automobile avait pris ces frais à sa charge.

Le Troisième Reich ne manque pas de devises étrangères lorsqu'il s'agit de soudoyer des partis fascistes d'autres pays.

La lutte de classe dans le Troisième Reich. (I.T.F.) La lutte de classe a revêtu dans le Troisième Reich des formes si âpres que lors des discussions il faut bien par moments renoncer à la phraséologie de la Communauté populaire. Les capitaines d'industrie -- dont le rôle politique a acquis une importance particulière depuis la pénurie de matières premières à laquelle il n'est possible de remédier que s'ils veulent bien faire des exportations -- refusent de supporter les frais du réarmement; ils se battent pour leurs bénéfices. Ils réclament que le coût des préparatifs de guerre continue à être financé par des emprunts et que les intérêts soient recueillis au moyen de l'impôt. Ils veulent bien porter leur part dans cet impôt à condition que les salaires soient maintenus au niveau de crise et qu'ainsi leurs gros bénéfices restent assurés.

Les ouvriers et employés voient que les industries de guerre font des profits immenses, que les dividendes sont majorés, que les cours des actions montent que les tantièmes des directeurs se multiplient, alors que leurs salaires et traitements restent aux vieux taux. Le coût de la vie cependant a bien dépassé le niveau de la crise; on peut dire que pendant les quatre années écoulées les prix ont monté de 25%. Aussi la demande d'avoir des indemnités de vie chère se fait-elle entendre de plus en plus énergiquement. La dictature nazie toutefois, défend les bas salaires. Le "Völkischer Beobachter" avait, avec impertinence, déclaré le 21 mars que les salaires et traitements ne devaient pas être majorés

attendu que le surplus passerait tout de même par-dessus le comptoir \*) que les travailleurs ne feraient que manger davantage et compromettraient ainsi l'importation de matières premières pour le réarmement. Cet argument déclencha de vives discussions dans les entreprises. Le Front allemand du travail chercha à apaiser les esprits annonçant que les industriels seraient obligés de mettre, par une baisse des prix, leurs profits à la portée de la "communauté" que le pouvoir d'achat des salaires en serait augmenté. Toutefois, le "Deutsche Volkswirt" le journal qui paraît sous le patronage du ministre de l'Economie, le Dr. Schacht, déclara froidement (le 7 mai) faisant nettement allusion à l'idée lancée par le "Völkischer Beobachter" que dans l'intérêt du réarmement une baisse des prix était tout aussi impossible qu'une augmentation des salaires car elle aussi, ne ferait que pousser les travailleurs à une plus grande consommation et compromettrait ainsi l'importation de matières premières. L'industrie devait obtenir le droit d'utiliser les profits pour augmenter les dividendes dans l'intérêt de la formation de capitaux.

Les propagandistes du Front du travail étaient épouvantés par ce langage ouvert. Le "Ruhrarbeiter" se risqua (dans le premier numéro de juin) à une sortie assez vive contre l'organe du Dr. Schacht qui "se prononce contre une augmentation du pouvoir d'achat des classes laborieuses par une baisse des prix mais préconise une augmentation du revenu des gens aisés par l'accroissement des dividendes. Il cherche à embellir ce point de vue de lutte de classe, il faut le reconnaître, en faisant sous-entendre qu'une augmentation de la consommation n'est économiquement parlant admissible en ce moment en raison du resserrement des matières premières. Il faudrait donc que nous prenions par dessus le marché le mal des bénéfices accrus et pour que ces bénéfices puissent pour-tant trouver une utilisation économique on doit les distribuer dans la plus vaste mesure possible aux actionnaires afin que ces actionnaires économiques (c'est presuppôse) et regardants puissent investir ces bénéfices à nouveau producteurs de profits, sur le marché du capital.

Toutefois, nous venons de le dire, nous désirons éviter toute ambiguïté dans cette discussion car nous savons ce qu'est la discipline..."

Les industriels se soucient diablement peu des soucis des propagandistes du Front du travail. Ils savent que le Front du travail n'a pas conquis les masses; il ne le prennent pas au sérieux. Ils comptent que la police fera entendre raison aux ouvriers. La presse allemande continue à mentionner presque quotidiennement des augmentations de dividendes. La Gestapo arrête quotidiennement des douzaines de travailleurs allemands qui luttent pour de meilleurs salaires. La dictature nazie protège les profits, non pas les salaires!

La défense anti-aérienne n'est pas (I.T.F.) Le gouvernement allemand a é-  
pour les ouvriers.----- dicté (le 4 mai 1937) des prescripti-

tions sur la construction d'abris contre les attaques aériennes. Un abri de ce genre doit être composé d'un espace dit écluse, de l'abri proprement dit et d'un espace destiné aux cabinets. "L'écluse se trouve devant l'abri et sert à empêcher que lors de l'entrée ou de la sortie des gaz toxiques pénètrent dans l'abri" (art. 9.) Pour les habitations ouvrières, cités-jardins et logements bon marché "la construction d'une écluse pour les gaz et d'un cabinet n'est pas obligatoire lorsque l'immeuble dont il s'agit ne comporte pas plus de 10 habitations ni plus de 3 étages complets" (art. 81 et 81). Les ouvriers n'ont eux, qu'à avaler les gaz!

Comment on "fête" le premier mai (I.T.F.) Le 1er mai au soir de nombre-  
en Allemagne.----- ses réunions d'entreprise ont eu lieu

dans le Troisième Reich. La propagande nazie parla avec émotion de ces "fêtes de la communauté d'entreprise" les considérant comme une preuve que la lutte des classes est écartée vu que pendant ces festivités l'apprenti et le chef, la femme du directeur et la steno-dactylo étaient tous réunis. A présent, une des plus hautes autorités nazies a, sans le vouloir, révélé le caractère réel de ces "fêtes de la communauté d'entreprise".

Un ouvrier était tombé de motocyclette en rentrant chez lui d'une de ces festivités "jaunes". Il demanda que cet accident soit considéré comme un accident du travail donnant droit à réparation. L'Office national des assurances, l'organe suprême des assurances sociales allemandes donna

\*) Voir "Fascisme" No 7 page 46. -77-

raison au demandeur. L'enquête ouverte par l'Office national des assurances étayée par des déclarations faites sous serment par des témoins, avait en effet fait ressortir que le personnel avait été invité à prendre part à la fête avec l'indication que seuls un cas de maladie certifiée par un médecin ou un autre motif très important seraient considérés comme une excuse valable.

Le directeur a pris part à la fête jusqu'à une heure de la nuit. Après son départ, le chef du personnel F, prit à sa demande, la direction de la fête. Celui-ci termina la festivité vers 2 heures 30 en se levant et en déclarant que c'était fini et qu'on ne servirait plus de boissons. Il veilla aussi à ce que les participants évacuent promptement la salle. Les assistants n'avaient donc pas la possibilité de rester plus longtemps s'ils l'avaient désiré."

L'Office national des assurances a par conséquent reconnu que l'accident qui s'était produit au retour de la fête doit être considéré comme accident du travail donnant droit à réparation; il a en d'autres mots considéré les participants comme occupés dans l'entreprise.

Un ouvrier allemand sur deux est malade!-----

(I.T.F.) Il n'est pas possible de dissimuler plus longtemps les conséquences de la politique de famine des "cannons à la place de beurre" et de l'houspillage sans bornes dans les entreprises "épures de syndicats".

Le Dr. Ley a dû affirmer (le 3 juin à Berlin) : "Dans quatre districts nous avons commencé dans les entreprises les examens de l'état de santé du personnel. Les premiers résultats ne sont guère réjouissants. La moitié de ceux qui étaient soumis à l'examen ont dû être envoyés chez le docteur" (Angriff du 5 juin)

Dépression des salaires au moyen du "salaire au rendement!"-----

(I.T.F.) Dans de longues années de propagande les Nazis ont promis la justice dans la rémunération par l'introduction d'un salaire selon le rendement.

Chaque ouvrier serait sûr dans le Troisième Reich de toucher un salaire minimum répondant au minimum vital qui pourrait considérablement augmenter au moyen de primes au rendement. Un ouvrier capable pourrait de la sorte gagner beaucoup d'argent.

Or, dans les "Monatshefte für N.S. Sozialpolitik" (du 25 mai) on trouve quelques indications sur ce que ces promesses nazies ont donné dans la pratique. Il se trouve que bien des employeurs, saisis par le prétexte du salaire au rendement pour payer des salaires inférieurs aux taux contractuels: "Bien des chefs d'entreprise estiment pouvoir fixer comme bon leur semble, sans tenir compte des taux contractuels, les salaires de ceux de leur personnel dits à rendement inférieur....Autrefois l'employeur était tenu de demander l'approbation du conseil d'usine avant de pouvoir s'écarter des taux des contrats".

Dans le Troisième Reich, il n'y a plus de conseils d'usine. C'est pourquoi les employeurs "adoptent fréquemment à présent le point de vue que le chef d'entreprise a le droit, en vertu de sa souveraineté dans l'entreprise, de fixer, après consultation éventuellement du conseil de confiance (désigné par lui! Red.), la rétribution de ceux dont le rendement est inférieur à la norme."

....."Quelques-uns des contrats édictés par les Commissaires au travail contiennent des clauses prévoyant la possibilité d'une rétribution au-dessous du tarif de membres du personnel dont l'état physique ou mental ne permet pas un plein rendement... Il est généralement stipulé que le chef d'entreprise doit consulter le conseil de confiance au sujet du degré d'infériorité du rendement et du taux de la rétribution à accorder et que le résultat de leurs délibérations doit être communiqué au Commissaire au travail. Lorsque le Commissaire n'a pas protesté dans un certain délai contre la rétribution fixée, celle-ci devient valable en droit... Il se produit souvent que des salariés sont considérés comme étant d'un rendement inférieur parce que, selon l'avis du chef d'entreprise (!), ils ne produisent pas autant que leurs camarades de travail étant par exemple un peu moins vifs ou ayant été mis à un travail qui ne répond pas à leurs capacités et connaissances!"

On peut se faire une idée quelles sont les situations véritables dans le Troisième Reich si déjà l'organe de l'Office social du Front du travail, d'office optimiste, est obligé de rendre publiques de pareilles plaintes.

Le Troisième Reich ne respecte pas les contrats.

(I.T.F.) Dans le Troisième Reich il faut que les salaires et traitements ne baissent pas au-dessous des taux fixés par les Commissaires du travail dans des contrats d'entreprise et par des directives. Ces directives des Commissaires ne constituent cependant pas autre chose que des recommandations faites à l'employeur. Elles n'ont pas force de loi. Les contrats d'entreprise sont certes valables en droit, étant promulgués par un organe administratif de l'Etat, mais l'Etat policier le plus puissant du monde qui fait arrêter un ouvrier uniquement parce qu'il cherche, en écoutant la T.S.F. de Madrid, à connaître la vérité sur l'Espagne, ce même Etat ne se risque pas à intervenir contre les employeurs. Les employeurs allemands disposent à l'heure qu'il est de possibilités strictement légales de payer leur personnel au-dessous du tarif. En cas d'ouvriers travaillant aux pièces on reste souvent au-dessous du salaire horaire minimum, en alléguant que la cause du revenu moindre réside manifestement, "dans la personne du salarié". Il est vrai que "cette manière de voir n'est aucunement conforme au but de la Loi sur la réglementation du travail national...! La rétribution selon le tarif est la rétribution minimum" (ainsi écrit le périodique de l'Office social du Front allemand du travail N° du 1er mai 1937). Les employeurs toutefois se moquent des avertissements du Front du travail; se réclamant du principe national-socialiste du paiement selon le rendement, ils payent à des ouvriers travaillant aux pièces des salaires n'atteignant même pas le salaire horaire minimum contractuel et le tribunal suprême prud'hommal leur donne raison. Ce tribunal a constaté une fois de plus (le 20 janvier 1937) : "Il est dans la nature même du salaire aux pièces que la rétribution soit liée au rendement ou au travail produit sans que les ouvriers payés selon ce système bénéficient d'une garantie leur assurant comme minimum le revenu qu'ils auraient touché moyennant le salaire horaire."

Les employeurs s'empresent de profiter de l'autorisation qui leur est ainsi donnée. Le "Völkische Beobachter" parle dans son numéro du 9 mai de cas connus dans lesquels un optimum est adopté comme moyenne pour le calcul des tarifs aux pièces ou bien on alterne fréquemment le système aux pièces avec celui à l'heure afin de réduire en toutes circonstances la part prise par les salaires dans les frais de production..... méthode qui se pratique souvent en se réclamant du principe national-socialiste du paiement selon le rendement et en rappelant les nécessités du Plan quadriennal".

La liberté syndicale en Autriche.

(I.T.F.) Les mandats de la dictature catholique ont dû céder devant la pression des ouvriers métallurgistes clandestins et ont dû démettre de ses fonctions de "président de la section des métallurgistes de la Commission syndicale" (fasciste) le nazi Znidaric. Le président du Syndicat unique a nommé à sa place un certain Schreitl, un ancien syndicaliste, honni par les métallurgistes comme "transfuge". L'opposition des travailleurs contre cette décision est unanime. Le 14 mai une réunion du Comité central et de celui de la section de Vienne du "Syndicat" des métallurgistes eut lieu sous la présidence de Staud, le président de la commission syndicale, qui présenta un rapport indiquant qu'il avait désigné Schreitl pour succéder à Znidaric. Treize personnes (presque tous les participants) prirent part au débat. Toutes se prononcèrent de manière unanime contre cette nomination. Dans son discours de clôture Staud déclara qu'il ne pouvait pas s'écarter de la ligne de conduite qui lui avait été prescrite.

Il est caractéristique des conditions dans la "Commission syndicale" fasciste que pas un seul membre du Comité central n'ait pris la défense du nouveau président, que personne même n'ait favorablement accueilli sa nomination. Tous les membres des comités central et local ont pris position contre lui--mais cela ne fait aucune impression sur les "syndicalistes" sur commandes de la dictature catholique.

Retenues facultatives.

(I.T.F.) La dictature catholique autrichienne a repris du Troisième Reich le système de pratiquer des réductions sur les salaires par la perception de versements "facultatifs". Ce système fait particulièrement rage dans les entreprises et administrations publiques.

Fin avril un versement spécial a été imposé pour la construction de palais pour les bonzes.



Le Front patriotique autrichien voudrait construire des palais pour ses bonzes. Il ne veut pas financer ces bâtiments au moyen des cotisations de ses membres. C'est pourquoi tous ceux employés dans les administrations et entreprises publiques ainsi que les retraités ont été invités à faire pour commencer un versement global facultatif d'un montant allant jusqu'à un demi pour cent du revenu mensuel. Des listes étaient établies par les chefs de service où chacun devait inscrire son versement en mettant son nom en toutes lettres. Les permanents du Front patriotique avaient à rapporter sur trois formulaires concernant le résultat de la collecte; sur le premier étaient inscrits les noms de ceux qui avaient refusé de faire le versement facultatif, sur le deuxième les noms de ceux qui avaient payé moins d'un schilling (env. 4 frs. fr) sur le troisième devaient figurer les bons "patriotes" qui avaient payé un schilling ou même davantage.

Dans les chemins de fer fédéraux le versement pour le Front patriotique fut retenu sur les salaires lors de la paie du 30 avril 1937.

A partir du 1er juin on retient à tous les agents des chemins de fer fédéraux une cotisation pour l'association "Neues Leben" (Vie nouvelle) créée sur le modèle de l'agence de voyages nazie "Kraft durch Freude". Vu que cette cotisation est également "facultative" la possibilité a été prévue "pour ceux qui désirent renoncer à l'adhésion pour eux et leur famille de faire à cet effet une déclaration écrite et signée de leur propre main, ... Cette déclaration devra être remise par l'intermédiaire du chef immédiat à la direction fédérale corporative" (Ordonnance au directeur général des chemins de fer fédéraux du 29 mai 1937).

Quand il s'agit d'encaisser des cotisations facultatives, les partisans de la croix potencee ne le cèdent en rien aux Nazis!

Contre les cotisations "facultatives". (I.T.F.) Dans l'atelier des chemins de fer fédéraux de Simmering, mouvement de protestation spontané, s'est déclenché contre la perception de la cotisation pour l'association "Neues Leben". L'organisation des fonctionnaires et les groupements qui, en dépendent ont décrété, sur l'ordre du Front patriotique, que dorénavant la cotisation pour "Neues Leben" que les cheminots refusaient de payer, sera retenue en même temps que celle au Front patriotique. Des ouvriers des différents services protestèrent contre la retenue auprès du chef de l'atelier. Celui-ci promit de transmettre le grief à la direction générale. Les ouvriers de l'atelier de Simmering ne veulent pas se laisser imposer cette nouvelle retenue.

Les ouvriers refusent de moucharder. (I.T.F.) Le maire de la ville de Linz nommé par la dictature autrichienne avait fait choisir en vue du 1er mai dans les services techniques de la ville (gaz et électricité) 25 agents qui furent chargés de dénoncer immédiatement à la police tous les propos "défaitistes" qu'ils entendraient à l'occasion de la démonstration "patriotique" pour célébrer le 1er mai. Or, les 25 élus ont, il est vrai, accepté la charge mais 24 d'entre eux n'ont rien communiqué du tout bien que le public n'ait pas ménagé ses réflexions critiques. Un seul s'est prêté à faire du mouchardage.

Destruction d'une organisation culturelle. (I.T.F.) Dans le quotidien viennois le "Tag" (du 21 mai), le Dr. Matejka, nouveau président de la direction centrale de l'Association des "Amis de la Montagne" (l'ancienne section autrichienne de l'Association ouvrière des "Amis de la Nature" mise au pas) écrit: "Cette organisation culturelle des ouvriers et employés autrichiens qui dans son meilleur temps groupait jusqu'à 100.000 membres cotisants a passé après février 1934 par une phase déprimante. Elle a été dissoute et sa fortune qui était remise entre les mains de commissaires qui n'étaient pas à la hauteur de leur tâche et dont l'activité éliminait tout droit de regard des membres, a fait fondre en peu de temps la fortune assez considérable. Ce qui autrefois avait pendant des dizaines d'années été effectuée à titre honorifique par des milliers de personnes devait dorénavant être fait par des commissaires officiellement nommés et retribues. Il est évident qu'après que l'organisation eut été reconstituée sous le nom de "Amis de la Montagne" la grande masse des membres resta à l'écart. Parmi les ouvriers autrichiens il est en effet considéré comme "évident" que des organisations culturelles ne peuvent fonctionner qu'en pleine liberté. C'est précisément qu'on se tient à l'écart des groupements mis au pas. Le fait qu'un représentant de la dictature catholique va jusqu'à reconnaître ouvertement, indique bien à quel haut degré les travailleurs autrichiens sont animés de l'esprit de liberté. \* pour cela

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Les cheminots autrichiens ne se laissent plus tout faire.-----

(I.T.F.) Le lundi de Pentecôte, le manque de personnel et le surmenage de la main-d'oeuvre disponible ont provoqué une perturbation du trafic à la gare de Vienne-Sud: les trains avaient des retards de 35 minutes jusqu'à une heure. Le chef de gare étant dans son bureau n'aperçut rien des difficultés du trafic. Lorsque vers cinq heures de l'après-midi, il quitta son bureau pour se rendre sur les quais, il se mit à invectiver les agents disant qu'il savait bien que c'était là du "sabotage communiste"; n'avait-on pas ces derniers jours distribué des feuilles volantes syndicalistes? Le personnel se concerta et fut d'accord pour ne pas laisser passer ces injures et insinuations, d'autant plus qu'il était question de déplacements disciplinaires d'une trentaine d'agents de la gare. Le lendemain plusieurs cheminots se présentèrent chez le chef de gare lui demandant ce qu'avait à signifier ce terme de "sabotage communiste". Le chef de gare, brusquement, tout aimable, déclara qu'il ne fallait pas prendre cela tellement au sérieux. Le personnel le pria alors de donner des éclaircissements sur l'incident dans une réunion du personnel. La réunion eut lieu; le chef de gare y fit un discours pour rendre hommage au bon travail effectué par le personnel à la Pentecôte. Lors des discussions les cheminots se plaignirent des conditions régnant dans la gare déclarant qu'avec un effectif aussi réduit--les opérations de triage doivent parfois être effectuées par un à deux hommes-- il n'était pas possible de liquider convenablement de travail.

Le premier mai "jaune" a été saboté à Vienne.-----

(I.T.F.) Jamais encore le nombre des agents des tramways ayant participé à la célébration du premier mai par la dictature catholique n'a été aussi réduit que cette année. Bien que le personnel des ateliers des tramways de Vienne fût libre de service 40% à peine des ouvriers se présentèrent aux lieux de réunion. Pendant la semaine précédant le 1er mai les médecins des caisses avaient eu un surcroît de travail, pour établir tous les certificats déclarant que l'état physique des ouvriers les empêchait de prendre part au cortège. Quant aux agents des services roulants, défiant les menaces, ils restèrent chez eux.

Pour les cheminots, il n'en fut pas autrement, bien que dans la semaine précédant le 1er mai chaque agent dût pourvoir de sa signature la convocation de participer au cortège. Sur les 150 ouvriers travaillant à l'atelier de Floridsdorf, 70 hommes en tout sont venus. C'étaient surtout les anciens "chrétiens" de l'époque avant février 1934. Les étendards préparés furent repris personne n'étant disponible pour les porter!

Dans une gare de Vienne quatre cheminots en uniforme avaient paru; voyant cela les fonctionnaires supérieurs qui auraient dû marcher à la tête du cortège ont disparu! Dans une autre gare de Vienne, 7 cheminots en uniforme étaient présents.

Victime de la terreur nazie.

(I.T.F.) De nouveau un sincère syndicaliste allemand est tombé victime de la terreur nazie. Valentin Schmetzer, jusqu'en 1933 permanent régional de la Fédération allemande des travailleurs des transports, et des services publics est décédé à l'hôpital à Francfort sur le Main. En novembre 1935 le camarade Schmetzer avait été arrêté par les Nazis pour "préparation de haute trahison"; en 1936 il fut condamné à 3 ans de réclusion. En avril 1937 l'administration de la maison de force invita la femme à venir prendre son mari gravement malade on ayant soin toutefois de spécifier: "la maladie ne sera considérée que comme une interruption de la peine à purger!"

Valentin Schmetzer dut être immédiatement transporté à l'hôpital où il expira peu de jours plus tard. Schmetzer avait été permanent dans la Fédération allemande des services publics, pour le district de Brandebourg-Grenzmark. Il resta à ce poste après la fusion de son organisation avec la Fédération allemande des transports. A l'automne 1932 il fut déplacé à Francfort sur le Main pour diriger le district de Hesse-Nassau.

Il est tombé à présent, comme de centaines de héros inconnus, dans la lutte pour la libération des travailleurs allemands.